

3 / 6 / 2010

Révolte coréenne

Des syndicalistes asiatiques reçus à la CGT de PSA. Pour évoquer le conflit né autour de la fermeture brutale d'une usine Valéo, en Corée.

« **O**n pense que la mondialisation, cela veut dire délocalisations ici et ailleurs. C'est un peu simpliste », commente Bruno Lemerle, à la CGT de Sochaux. Son syndicat recevait hier deux salariés de l'usine « Valéo Compressors », implantée en Corée du Sud. Avec eux, une syndicaliste du KMWU (N.D.L.R. : un syndicat de la métallurgie coréen), accompagnée d'une étudiante, qui assurait les traductions.

S'ils sont venus à Sochaux, dans le berceau des usines Peugeot, ce n'est pas un hasard. Ils cherchent, depuis fin octobre, à faire entendre leurs voix au pays de Valéo. L'équipementier, d'origine française a brutalement fermé leur usine. Et envoyé « par Chronopost » des lettres de licenciement aux 187 salariés du site.

Depuis ces salariés occupent l'usine liquidée, à la suite d'une AG des actionnaires de Valéo. « Des lettres sans expéditeur, on n'a jamais vu cela », racontait un mois après la fermeture, la télé coréenne.

Les Coréens font pour la troisième fois le voyage en France. Pour tenter de comprendre la décision. « En décembre 2009, M. Schumacher, le directeur des relations sociales nous a dit : il faut accepter la liquidation ». Sans autre



Les Coréens à Sochaux.

Photo F.REINOSO

explication. Le monde du travail en Corée ? « C'est le pays qui travaille le plus de tous les pays de l'OCDE », assure Kim Yang Li, la représentante du KMWU. « 2 760 heures par an. Pour environ 20 € par jour », répond la jeune femme, qui pense que l'usine Valéo Compressors était rentable. « Il s'octroyait 3 % du chiffre d'affaire et n'a jamais investi un centime ». Actuellement, les syndicalistes coréens espèrent pouvoir rencontrer les dirigeants de Valéo, le 17 juin, à l'occasion d'un comité de groupe européen.

Olivier BOURAS

Belles règles

► Que peuvent faire les syndicalistes de PSA pour aider les salariés Coréens de Valéo ? « PSA a signé un accord sur la responsabilité sociale mondiale. Ces belles règles doivent s'appliquer non seulement chez PSA mais on demande à ce que les fournisseurs respectent les mêmes principes. Parce qu'indirectement, ça profite à PSA », rappelle Bruno Lemerle qui entend intervenir une nouvelle fois en comité européen.